



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BORDEAUX METROPOLE**

Esplanade Charles de Gaule  
Direction Générale de la Haute Qualité de Vie  
33000 Bordeaux

Références : 26-141  
Code AIOT : 0005204933

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement BORDEAUX METROPOLE implanté Avenue des Marronniers 33700 Mérignac. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BORDEAUX METROPOLE
- Avenue des Marronniers 33700 Mérignac
- Code AIOT : 0005204933
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Bordeaux Métropole exploite depuis 1995 à Mérignac une déchèterie pour particuliers. Déclarée le 13/03/1995 (cf. récépissé de déclaration), les installations ont ensuite fait l'objet d'un arrêté d'autorisation en date du 20/06/1996, de deux arrêtés préfectoraux complémentaires en dates du 06/06/2000 et 04/10/2006, et d'un nouveau acte en date du 20/02/2015.

#### Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les Fiches de Données de Sécurité sont disponibles et les produits sont stockés sur rétention. Pour un des produits utilisé, l'exploitant veillera à disposer d'une FDS conforme et en adéquation avec ce dernier.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  L'ensemble des Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits utilisés en interne par l'exploitant est regroupé dans un classeur dédié. Celui-ci est mis à la disposition des agents intervenant sur le site et est conservé dans le bureau administratif. Tous les produits sont utilisés et stockés dans leur emballage commercial d'origine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>  Parmi les produits présents, un seul présente une mention de danger : le nettoyeur PROSENS, conditionné en bidon de 5 litres. Le bidon, conservé et utilisé dans son emballage d'origine, comporte le pictogramme de danger approprié ainsi que les mentions d'avertissement, les mentions de danger et les conseils de prudence réglementaires.

<p>Cependant, une incohérence a été constatée entre les informations figurant sur la FDS et celles présentes sur l'étiquetage du bidon :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La FDS mentionne un classement GHS 05 – catégorie 1, indiquant un risque de brûlures cutanées et de lésions oculaires graves.</li> <li>- L'étiquette du bidon indique un classement GHS 07 – catégorie 2, correspondant à une irritation cutanée et oculaire.</li> </ul> <p>Par ailleurs, les agents présents sur site possèdent tous des EPI, qu'ils portent en permanence.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 2 mois, l'exploitant se rapproche de son fournisseur pour mettre en adéquation le produit stocké et la FDS associée et adressera les justificatifs associés à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

#### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des produits utilisés, susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont stockés dans le local administratif, sous l'évier. Ils sont associés à une capacité de rétention. Cette rétention est dimensionnée pour accueillir l'ensemble des volumes des produits stockés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b>  Aucun produit incompatible n'a été identifié au niveau de la rétention présente dans le local administratif et utilisée pour les produits employés sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne tient pas d'état des stocks. Cependant, un seul produit est concerné, le produit PROSENS, avec uniquement 1 seul bidon présent sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la précédente inspection en date du 11 février 2025, l'inspection avait demandé à l'exploitant de lever les observations du rapport de vérification électrique du 15/06/2024 et de faire de nouveau intervenir un organisme de vérification pour contrôler l'ensemble des installations avec mise hors tension générale. L'inspection a examiné le rapport de l'organisme de vérification établi à la suite de son

intervention du 18 juillet 2025. Ce document indique que la vérification n'a donné lieu à aucune observation particulière. Il précise toutefois qu'une intervention complémentaire devra être organisée afin de procéder à une mise hors tension totale de l'installation électrique, condition obligatoire pour finaliser la vérification par la réalisation des essais et mesures requis pour évaluer la sécurité des personnes, la mise hors tension n'ayant été que partielle lors du contrôle de juillet 2025.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que cette intervention devait être planifiée en coordination avec le service en charge des bâtiments.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant programme, en lien avec le service compétent, la mise hors tension totale de l'installation électrique lors du prochain contrôle de l'organisme vérificateur prévu en 2026. Le rapport de vérification sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite